

Évolution globale en France métropolitaine

Les finances des communes de plus de 10 000 habitants en 2007

L'exercice 2007 se caractérise par une poursuite de la croissance des dépenses totales : + 3,9 % en euros courants, résultant de l'effet conjugué **de la croissance des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement : respectivement + 3,3 % et + 5,4 % par rapport à 2006.**

L'équipement brut augmente de façon soutenue + 6,7 %. Cette croissance est due en partie à l'influence du cycle électoral. Il convient aussi de tenir compte de la mise en application de normes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement, ainsi que de la hausse des prix dans le bâtiment et les travaux publics.

Le développement de l'intercommunalité urbaine se poursuit. Cependant le rythme de progression est moins soutenu du fait de la couverture du territoire déjà atteinte en 2006 (85 % des communes de plus de 10 000 habitants étaient déjà regroupées). En 2007, près de 9 communes de plus de 10 000 habitants sur 10 appartiennent à un groupement à fiscalité propre. La création des communautés d'agglomération et des communautés urbaines à taxe professionnelle unique (TPU) depuis 2000 a profondément modifié le paysage local : les budgets des communes appartenant à ces groupements se sont trouvés profondément modifiés tant en niveau qu'en structure. Le transfert de compétences des communes vers ces groupements s'accompagne parallèlement de transferts de charges et de ressources. Cependant, l'influence de l'intercommunalité sur les évolutions des dépenses des communes prises dans leur ensemble est moins marquée.

Poursuite de la progression des dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement progressent de 3,3 % sous l'effet de la croissance conjuguée des charges à caractère général et surtout des charges de personnel. Cependant cette progression est moins marquée pour les communes appartenant à une CC à TPU (+ 3,8 %). D'autre part, **les charges d'intérêts augmentent de 5,8 %** après avoir enregistré une hausse très marquée en 2006 (+ 9,1 %).

Les charges de personnel, qui représentent environ 40 % du budget total des communes, progressent de façon plus soutenue (+ 4,3 %) en 2007, principalement sous l'effet structurel du GVT (glissement vieillesse technicité). Rappelons qu'en 2006 elles avaient déjà connu une croissance prononcée due, entre autres, au point d'indice supplémentaire attribué aux fonctionnaires en novembre 2006.

Progression modérée des recettes de fonctionnement

L'analyse des impôts directs doit prendre en compte le développement de l'intercommunalité et plus particulièrement des groupements à TPU : ceux-ci perçoivent la totalité de la taxe professionnelle et reversent à la commune une dotation de compensation et une dotation de solidarité.

Les impôts et taxes augmentent de 2,1 % en 2007. Pour l'ensemble des communes, le produit des 4 taxes directement perçu augmente de 2,1 % et ce, quel que soit le type du groupement sauf pour les communes appartenant à une CC à 4 taxes où il enregistre une diminution de 0,3 %. Comme les autres collectivités, les communes bénéficient de la croissance des bases d'imposition pour la sixième année consécutive.

Le poste des dotations et participations enregistre une croissance moins forte en 2007 (+ 1,6 % contre 2,1 % en 2006), due à la croissance moins forte de la DGF (+ 2,1 % contre + 2,3 % en 2006) et à la diminution des attributions de péréquation et de compensation (- 1,9 %).

Diminution du niveau de l'épargne

Les dépenses de fonctionnement augmentent plus vite que les recettes de fonctionnement ce qui explique la baisse de l'épargne brute (- 3,7 %). Cependant le niveau d'épargne atteint est suffisant pour financer les remboursements de dette. Malgré la décroissance de ces derniers (- 2,6 %), l'épargne nette diminue elle aussi.

Progression soutenue de l'investissement direct en 2007

Bien que moins dynamique qu'en 2006, la croissance soutenue (+ 6,7 %) des dépenses d'équipement brut est influencée par le cycle électoral : 2007 est à une année des élections municipales de 2008. Les équipes en place accentuent leurs efforts en vue des élections. La croissance résulte aussi de la mise en application des normes européennes plus contraignantes en matière de sécurité et d'environnement.

Stabilité de l'endettement des communes

La hausse soutenue de l'équipement brut s'accompagne d'une hausse du recours à l'emprunt. Comme le niveau atteint par les emprunts est supérieur à celui des remboursements de dette, l'encours de dette en fin d'exercice augmente légèrement (+ 1,6 %). Cependant, son poids relatif par rapport aux recettes de fonctionnement reste stable.

Evolution des budgets des communes de plus de 10 000 habitants (France métropolitaine)

Montants en milliards d'euros	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Evolution 06-07		
								€ courants		
							(2)	(1)	(1)	(2)
Nombre de communes	871	871	871	871	885	893	896	(893)	(893)	(896)
Dépenses réelles totales	40,3	40,8	41,3	42,4	44,0	46,0	47,7	3,8%	1,2%	1,3%
Dépenses réelles totales hors réaménagement de dette	39,1	39,3	39,7	40,8	42,3	44,2	46,0	3,9%	1,4%	1,5%
Dépenses réelles de fonctionnement (hors TR)	28,8	29,5	29,6	29,7	30,5	31,6	32,6	3,3%	0,8%	0,9%
Frais de personnel	15,3	15,8	16,0	16,4	17,0	17,6	18,3	4,3%	1,7%	1,8%
Charges d'intérêts	1,6	1,4	1,3	1,1	1,0	1,1	1,2	5,8%	3,2%	3,3%
Recettes réelles de fonctionnement	33,2	34,0	34,5	35,3	36,1	37,5	38,3	2,2%	-0,3%	-0,2%
Dotation globale de fonctionnement versée **	5,9	6,1	6,1	7,5	7,7	7,8	8,0	2,1%	-0,4%	-0,3%
Produit des 4 taxes	13,4	12,8	12,8	13,0	13,3	13,8	14,1	2,1%	-0,3%	-0,3%
Produit des 4 taxes y c. reversements de TP du groupement	16,4	17,1	17,6	18,1	18,5	19,1	19,5	2,0%	-0,5%	-0,4%
Epargne de gestion	6,0	6,0	6,2	6,7	6,7	7,1	6,9	-2,2%	-4,6%	-4,4%
Epargne brute	4,4	4,5	5,0	5,6	5,6	5,9	5,7	-3,7%	-6,1%	-5,9%
Epargne nette	1,2	1,2	1,6	2,5	2,3	2,8	2,7	-5,0%	-7,3%	-7,0%
Dépenses réelles d'investissement	11,5	11,3	11,7	12,8	13,6	14,4	15,1	4,8%	2,2%	2,4%
Dépenses réelles d'investissement hors réaménagement de dette	10,3	9,8	10,2	11,1	11,8	12,7	13,4	5,4%	2,8%	3,0%
Remboursements de dette	4,4	4,8	4,9	4,8	5,0	4,9	4,8	-1,5%	-3,9%	-3,8%
Remboursements de dette hors réaménagement de dette	3,2	3,3	3,3	3,1	3,3	3,1	3,1	-2,6%	-5,0%	-4,9%
Dépenses d'équipement brut	6,8	6,2	6,5	7,3	7,9	8,9	9,5	6,7%	4,1%	4,3%
Emprunts réalisés	4,4	4,4	4,4	4,8	5,1	5,2	5,5	5,5%	2,9%	3,0%
Emprunts réalisés hors réaménagement de dette	3,2	2,9	2,9	3,1	3,4	3,5	3,7	7,9%	5,2%	5,4%
Encours de la dette	29,3	29,0	28,5	28,6	28,7	29,3	29,8	1,6%	-0,8%	-0,7%
Annuité de la dette	6,0	6,2	6,1	6,0	6,1	6,0	6,0	0,0%	-2,4%	-2,4%
Annuité de la dette hors réaménagement de dette	4,8	4,7	4,6	4,3	4,3	4,3	4,3	-0,2%	-2,7%	-2,6%

Sources : comptes administratifs DGCL, comptes de gestion DGFIP

* montants déflatés par l'indice de prix du PIB (source : INSEE "Comptes nationaux annuels" mise à jour du 15/05/2009).

** source : DGCL / Bureau des concours financiers de l'Etat

(1) évolutions calculées à champ constant (sur les 893 communes présentes en 2006 et 2007)

(2) montants et évolutions calculés sur le champ total (896 communes)